

Affaires courantes

LES VICTIMES DE LA VIOLENCE

M. Derek Lee (Scarborough—Rouge River): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par plus de 700 Canadiens de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et de diverses municipalités de l'Ontario, y compris Oshawa, Mississauga, Orillia, Pickering et Barrie.

La pétition exprime la douleur, la tristesse et le sentiment de perte qu'ont ressentis ces Canadiens à la suite du décès de Helen Groat, victime de violence. Les signataires font remarquer que le nombre de meurtres et d'homicides involontaires coupables commis par des personnes jouissant d'une libération anticipée est en nette croissance.

Les pétitionnaires demandent au Parlement de limiter la clémence en matière de libérations conditionnelles de jour et de libérations anticipées afin que nous soyons tous mieux protégés.

LA CONSTITUTION

M. Al Horning (Okanagan—Centre): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter deux pétitions identiques qui renferment au total 729 noms d'électeurs de ma circonscription, Okanagan—Centre, et qui demandent au gouvernement du Canada de tenir un référendum liant le Parlement relativement à toutes les propositions de modification de la Constitution.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

Mme Beryl Gaffney (Nepean): Monsieur le Président, j'ai deux pétitions à présenter aujourd'hui. L'une demande au gouvernement du Canada de poursuivre la politique qu'il a adoptée depuis le début de la Confédération, c'est-à-dire exonérer d'impôt les périodiques, les journaux et les livres, et non les assujettir à la TPS, comme il l'a fait.

Les pétitionnaires, une centaine au total venant de tous les coins du Canada, prient humblement le Parlement de réaffirmer les principes qu'il appuie depuis toujours et d'exonérer d'impôt les publications dans la loi et les règlements régissant la TPS.

L'EXEMPTION POUR GAINS EN CAPITAL

Mme Beryl Gaffney (Nepean): La deuxième pétition, signée par 41 habitants de Nepean, concerne le récent budget dans lequel le gouvernement a éliminé l'exemption pour gains en capital de 100 000 \$ sur les biens immobiliers acquis après février 1992. Les pétitionnaires demandent au Parlement de rétablir cette exemption, car son élimination nuit à la classe moyenne.

LA CROATIE

M. Joe Comuzzi (Thunder Bay—Nipigon): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter aujourd'hui une pétition au nom des membres de la communauté croate de Thunder Bay, qui implorent le gouvernement de continuer d'user de tous les moyens possibles pour ramener la paix ainsi que l'harmonie et de mettre fin aux troubles dans leur patrie d'origine.

• (1220)

LA FISCALITÉ

M. Bob Kilger (Stormont—Dundas): Monsieur le Président, je veux présenter à la Chambre aujourd'hui quatre pétitions, dont la première vient du Manitoba.

Les pétitionnaires prient humblement le Parlement de modifier la Loi de l'impôt sur le revenu afin que les prestations pour enfants et les déductions pour frais de garde d'enfants soient justes et équitables pour toutes les familles et qu'il soit tenu compte des besoins financiers, et non du type de garde d'enfants choisi.

LES CRIMES AVEC VIOLENCE

M. Bob Kilger (Stormont—Dundas): Monsieur le Président, la deuxième pétition, signée par des résidents de Cornwall et d'autres localités de l'est ontarien, appuie les parents de Nina de Villiers et sans doute aussi, dois-je ajouter avec regret, d'autres personnes éprouvées depuis.

Les signataires de la pétition demandent que le Parlement reconnaisse que les actes de violence commis contre des personnes sont des infractions graves et répugnantes pour la société, et qu'il modifie le Code criminel du Canada, la Loi de 1972 sur le cautionnement ainsi que la Loi sur la libération conditionnelle.

LE RÉFÉRENDUM NATIONAL

M. Bob Kilger (Stormont—Dundas): La troisième pétition, monsieur le Président, est aussi signée par des résidents de Cornwall.

Les signataires demandent au gouvernement de reconnaître qu'un référendum populaire doit obliger le Parlement à accepter ou à rejeter les modifications constitutionnelles qu'il proposera.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Bob Kilger (Stormont—Dundas): Enfin, monsieur le Président, je voudrais présenter une pétition signée par des Canadiens de la province de la Nouvelle-Écosse.

Les signataires de la pétition demandent humblement au Parlement de réaffirmer les principes historiques de la franchise d'impôt applicable aux ouvrages imprimés, en les soustrayant à la TPS prévue dans la loi et dans ses règlements d'application.